



Cellule d'analyse européenne

Paquet TVA sur le commerce électronique

COM(2018)819	Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens
COM(2018)821	Proposition de RÈGLEMENT D'EXÉCUTION modifiant le règlement (UE) n° 282/2011 en ce qui concerne les livraisons de biens ou les prestations de services facilitées par des interfaces électroniques et les régimes particuliers applicables aux assujettis qui fournissent des services à des personnes non assujetties, effectuent des ventes à distance de biens et certaines livraisons intérieures de biens
COM(2018)812	Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement
COM(2018)813	Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA
Résumé: Le paquet TVA sur le commerce électronique comprend des mesures visant à renforcer le bon fonctionnement du nouveau régime de TVA pour le commerce électronique (qui sera applicable à partir du 1 ^{er} janvier 2021). Il vise à réaliser une simplification administrative (système de guichet unique) et à assurer que la TVA est payée lors de la vente de biens par des vendeurs indépendants sur les plateformes de distribution en ligne. Les États membres échangeront les informations relatives aux paiements internationaux afin de lutter contre la fraude à la TVA dans le commerce électronique. Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur les propositions expire le <u>7 février 2019</u>.	

1. Contexte

La TVA constitue une importante source de revenus pour les États membres (7% du PIB au sein de l'UE) et favorise la croissance.

Dans son plan d'action de 2016, la Commission européenne a proposé une série d'initiatives visant à aboutir à un espace TVA unique dans l'Union.

Dans le courant de 2017, des propositions ont été lancées afin de moderniser la TVA en fonction de l'évolution de l'économie numérique, de rendre le système de TVA intracommunautaire structurellement plus étanche à la fraude et d'approfondir la coopération administrative entre les États membres. À cet égard, une attention particulière a été accordée à la lutte contre la fraude fiscale à l'importation via le commerce électronique.

Fin 2017, la directive (UE) 2017/2455 a été approuvée (« la directive TVA sur le commerce électronique ») et sera d'application à partir du 1^{er} janvier 2021. Dans le cadre d'une relation « B2C », la TVA sera due dans le pays où l'utilisateur final/le consommateur final est établi. Il

faut souligner que les ventes dans le cadre d'une relation « B2C » via internet représentaient quelque 600 milliards d'euros en 2017.

D'autres mesures sont nécessaires, dès lors que les entreprises qui vendent des biens en ligne dans plusieurs États membres de l'UE doivent actuellement encore s'enregistrer dans chacun de ces États et que les règles actuelles relatives à la TVA en matière de commerce électronique avec des particuliers sont parfois manipulées de manière frauduleuse.

Le paquet TVA sur le commerce électronique contient des mesures qui règlent le bon fonctionnement de ce nouveau régime de TVA pour ce type de commerce.

2. Teneur

Les lignes de force du projet de règlement peuvent se résumer comme suit :

Objectif: La directive (UE) 2017/2455 sur le commerce électronique, qui prévoit que, dans une relation B2C, la TVA est due dans le pays dans lequel est établi le consommateur final, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Cette nouvelle directive doit être assortie de règles complémentaires en matière de simplification administrative et de coopération européenne sur le plan de la lutte contre la fraude.

COM(2018)819 – Portail web électronique (“guichet unique”)¹

À partir du 1^{er} janvier 2021, les entreprises qui vendent des biens en ligne dans différents États membres de l'Union européenne pourront déclarer et payer la TVA due dans d'autres États membres pour ces services, par le biais d'un portail web électronique convivial. Les entreprises pourront effectuer ces démarches dans l'État membre dans lequel elles sont identifiées aux fins du paiement de la TVA.

COM(2018)821 – Garanties que la TVA est payée par le biais de places de marché en ligne

À partir du 1^{er} janvier 2021, les grandes places de marché en ligne devront percevoir le montant correct de la TVA si des entreprises de pays tiers vendent des biens à des consommateurs établis dans l'Union européenne par l'intermédiaire de leur plateforme. Dès lors, les administrations fiscales pourront réclamer la TVA si des vendeurs qui se sont établis en dehors de l'Union européenne ne respectent pas les règles.

COM(2018)812 et 813 – Renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA

Les États membres échangeront des informations sur les paiements transfrontières afin de lutter contre la fraude à la TVA dans le commerce électronique. Il est créé un système européen central permettant de collecter et d'échanger les données sur les paiements.

Lorsque le principe de l'imposition au lieu de destination s'applique, les consommateurs n'ayant pas d'obligations comptables, les États membres de consommation ont besoin des outils appropriés pour détecter et contrôler ces entreprises qui se livrent à la fraude.

Dans la grande majorité des achats en ligne effectués par des consommateurs européens, les paiements sont exécutés par l'intermédiaire de prestataires de services de paiement. Les prestataires de services de paiement tiendront un certain nombre de registres qu'ils transmettront aux autorités fiscales.

¹ Le système simplifié de déclaration et de paiement de la TVA dans le cadre de livraisons business-to-consumer (B2C) est déjà d'application pour les services dits TBE, à savoir les services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et les services électroniques depuis 2015. Ce système est à présent étendu aux ventes de biens en ligne.

3. Cadre juridique européen

Les propositions législatives ont pour base juridique l'article 113 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concerne l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur et qui confère des compétences à l'UE pour les règles qui concernent la législation TVA matérielle. Ces propositions législatives requièrent l'unanimité parmi les États membres.

4. Contexte belge

Les propositions modifient la directive 2006/112/CE ainsi que deux règlements. Lors de leur transposition dans l'ordre juridique national, elles auront des conséquences pour les dispositions du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

À propos des projets de la Commission européenne en matière de TVA, la note de politique générale du ministre des Finances du 4 décembre 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) précise que « *la Belgique soutiendra les initiatives à l'échelon européen. La règle générale est que la TVA est due dans le pays de consommation.* »²

La Belgique joue un rôle de pionnier dans le domaine de la lutte contre la fraude organisée en matière de TVA. Ces dernières années, la Belgique a réussi à réduire fortement le montant des pertes de recettes de TVA imputables à la fraude transfrontalière.

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre

- Commission des Finances et du Budget ;
- Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

6. Suivi par les instances fédérales

- SPF Finances

7. Subsidiarité et proportionnalité / Suivi parlementaire

Il s'agit en l'espèce de documents législatifs. La commission compétente peut dès lors formuler un avis sur la subsidiarité, dans le sens de l'art. 37bis du Règlement de la Chambre. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité expire le 7 février 2019.**

La commission des Finances peut également, dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), adresser des remarques à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Observations concernant la subsidiarité et la proportionnalité :

- En ce qui concerne la subsidiarité/compétence : Le niveau européen est le mieux à même de proposer des initiatives législatives pour la mise en place d'un régime de TVA améliorant le fonctionnement du marché intérieur. Il s'agit en outre de propositions législatives mettant en œuvre ou complétant une directive européenne existante sur le commerce électronique. L'Union européenne est le niveau de pouvoir le mieux à même de définir un cadre uniforme établissant le régime de TVA pour les règles relatives au commerce électronique pour les livraisons de biens aux particuliers, et encourageant les États membres à échanger des informations sur les paiements transfrontaliers afin de lutter contre la fraude à la TVA dans

le commerce électronique. Seule une initiative européenne pourra garantir que les interfaces électroniques seront appliquées de manière harmonisée par tous les États membres.

- En ce qui concerne la proportionnalité : Ces mesures mettent en place un régime de TVA plus simple et plus efficace qui améliorera le fonctionnement du marché intérieur, entraînera une simplification administrative pour les entreprises et sera moins sensible à la fraude. On estime que les administrations fiscales seront en mesure d'identifier une perte de TVA d'un montant de 1,2 milliard d'euros au niveau de l'Union européenne des 28.

Pour en savoir plus :

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180819.do>

Proposition de RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 282/2011 en ce qui concerne les livraisons de biens ou les prestations de services facilitées par des interfaces électroniques et les régimes particuliers applicables aux assujettis qui fournissent des services à des personnes non assujetties, effectuent des ventes à distance de biens et certaines livraisons intérieures de biens

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180821.do>

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180812.do>

Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180813.do>

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPEENNE – REGLEMENT CE – DIRECTIVE CE – TVA – COOPERATION ADMINISTRATIVE – COMMERCE ELECTRONIQUE – ECHANGE D'INFORMATION – FRAUDE FISCALE – IMPOT – COOPERATION FISCALE EUROPEENNE – FISCALITE
-------------------------------	---

09.01.2019

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be

² Voir: <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>



Europese analysecel

BTW “e-commerce” pakket

COM(2018)819	Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 wat betreft de bepalingen inzake afstandsverkoop en bepaalde binnenlandse leveringen van goederen
COM(2018)821	Voorstel voor een UITVOERINGSVERORDENING tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 282/2011 wat betreft door elektronische interfaces gefaciliteerde leveringen van goederen of diensten en de bijzondere regelingen voor belastingplichtigen die diensten voor niet-belastingplichtigen, afstandsverkoop van goederen en bepaalde binnenlandse goederenleveringen verrichten
COM(2018)812	Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat betreft de invoering van bepaalde voorschriften voor betalingsdienstaanbieders
COM(2018)813	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 904/2010 wat betreft maatregelen ter versterking van de administratieve samenwerking om btw fraude te bestrijden

Samenvatting: Het BTW “e-commerce” pakket bevat maatregelen die de goede werking van de nieuwe BTW-regeling voor e-commerce (die van toepassing zal zijn vanaf 1 januari 2021) verder ondersteunen. Het gaat om administratieve vereenvoudiging (“één loket systeem”) en de verzekering dat BTW wordt betaald bij verkoop van goederen door onafhankelijke verkopers via onlinemarktplaatsen. De lidstaten zullen grensoverschrijdende betaalinformatie uitwisselen om BTW-fraude in e-commerce te bestrijden. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de voorstellen te formuleren verstrijkt op 7 februari 2019.**

1. Context

De BTW is een belangrijke inkomstenbron voor de lidstaten (7% van het BBP in de EU) en is gunstig voor de groei.

In haar actieplan van 2016 heeft de Europese Commissie een aantal initiatieven voorgesteld om te komen tot één gemeenschappelijke Europese BTW-ruimte.

In de loop van 2017 werden voorstellen gelanceerd tot modernisering van de btw aan de digitale economie, het structureel fraudebestendiger maken van het intracommunautaire btw-systeem en het verdiepen van de administratieve samenwerking tussen de lidstaten. Hierbij werd bijzondere aandacht besteed aan de bestrijding van fiscale fraude bij invoer via e-commerce.

Eind 2017 is de Richtlijn (EU) 2017/2455 goedgekeurd (“de BTW-richtlijn e-commerce”) die van toepassing is vanaf 1 januari 2021. In een B2C-relatie zal de BTW verschuldigd zijn in

het land waar de eindverbruiker/consument gevestigd is. We merken op dat B2C-verkoop via internet in 2017 ongeveer 600 miljard EUR vertegenwoordigde.

Omdat bedrijven die in verschillende EU-lidstaten online goederen verkopen zich nu nog dienen te registreren in elk van die lidstaten en omdat de huidige BTW-regels inzake e-commerce aan particulieren soms frauduleus gemanipuleerd worden, zijn verdere stappen nodig.

Het BTW “e-commerce” pakket bevat maatregelen die de goede werking van deze nieuwe btw-regeling voor e-commerce regelen.

2. Inhoud

De krachtlijnen van het ontwerp van verordening zien er, samengevat, als volgt uit:

Doel: De Richtlijn (EU) 2017/2455 voor e-commerce, die bepaalt dat in een B2C-relatie de BTW verschuldigd is in het land waar de eindverbruiker/consument gevestigd is, treedt in werking op 1 januari 2021. Deze nieuwe richtlijn heeft nood aan aanvullende regels op het gebied van administratieve vereenvoudiging en EU-samenwerking op het gebied van fraudebestrijding.

COM(2018)819 – Elektronisch webportaal (“éénloketsysteem”)¹

Met ingang van 1 januari 2021 zullen bedrijven die in verschillende EU-lidstaten online goederen verkopen de BTW, die voor deze diensten in andere lidstaten verschuldigd is, kunnen aangeven en betalen via een gebruiksvriendelijk elektronisch webportaal. De bedrijven zullen dit kunnen afhandelen in de lidstaat waar zij voor de BTW geïdentificeerd zijn.

COM(2018)821 – Garanties dat de BTW wordt betaald via onlinemarktplaatsen

Met ingang van 1 januari 2021 zullen grote online marktplaatsen de juiste hoeveelheid BTW moeten innen als bedrijven uit derde landen via hun platform goederen verkopen aan consumenten in de EU. Hierdoor zullen de belastingadministraties de BTW toch kunnen claimen als verkopers die zich hebben gevestigd buiten de EU de regels niet naleven.

COM(2018)812 en 813 - Versterking van de administratieve samenwerking om BTW-fraude te bestrijden

De lidstaten zullen grensoverschrijdende betaalinformatie uitwisselen om BTW-fraude in e-commerce te bestrijden. Er komt een centraal Europees systeem voor het verzamelen en uitwisselen van de betaalgegevens.

Als het beginsel van belastingheffing op de plaats van bestemming van toepassing is omdat consumenten geen boekhoudkundige verplichtingen hebben, hebben de lidstaten van verbruik immers passende instrumenten nodig om frauderende bedrijven op te sporen en te controleren.

Bij de overgrote meerderheid van onlineaankopen van Europese consumenten worden de betalingen via betalingsdienaars verricht. De betalingsdienaars zullen een aantal registers bijhouden om naar de belastingautoriteiten te sturen.

¹ Sinds 2015 is het vereenvoudigd systeem om BTW aan te geven en te betalen in business-to-consumer (B2C) leveringen al in voege op het gebied van de TBE-diensten, nl. telecommunicatie, omroepdiensten en elektronische diensten. Dit wordt nu uitgebreid tot de online goederen verkopen.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis voor de wetgevingsvoorstellen is Artikel 113 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt en de EU bevoegdheid verleent voor regels die op materiële BTW-wetgeving betrekking hebben. Dergelijke wetgevingsvoorstellen vereisen unanimititeit onder de lidstaten.

4. Belgische context

De voorstellen wijzigen de Richtlijn 2006/112/EG en twee andere verordeningen. Bij omzetting in de interne rechtsorde heeft dit gevolgen voor de bepalingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

In de algemene beleidsnota van de minister van Financiën van 4 december 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) staat over de BTW-plannen van de Europese Commissie te lezen: *“Inzake BTW zal België de initiatieven op Europees vlak steunen. De algemene regel is dat de btw dient betaald te worden in het land van verbruik.”*²

België speelt een voortrekkersrol inzake de bestrijding van georganiseerde btw-fraude. De laatste jaren wist België het bedrag van de vanwege grensoverschrijdende fraude gedeelde BTW-inkomsten sterk terug te dringen.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting:
- Adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën.

7. Subsidiariteit en proportionaliteit/ Parlementaire opvolging:

Het gaat hier om een wetgevingsdocument. De bevoegde commissie kan bijgevolg over de documenten een subsidiariteitsadvies geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement. **De termijn om een advies te formuleren, verstrijkt op 7 februari 2019.**

De commissie kan ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Opmerkingen bij subsidiariteit en proportionaliteit:

- Wat de subsidiariteit / bevoegdheid betreft: Het Europese niveau is het best geplaatst om wetgevende initiatieven voor te stellen voor een BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert. Het betreft bovendien wetgevingsvoorstellen die een bestaande Europese richtlijn inzake e-commerce ten uitvoer leggen of aanvullen. De EU is als bestuursniveau het best geplaatst om een eenvormig kader te scheppen dat het BTW-stelsel omtrent de e-commerce-regels voor goederenleveringen aan

² Zie: <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>

particulieren regelt en dat de lidstaten ertoe aanzet grensoverschrijdende betaalinformatie uit te wisselen om BTW-fraude in e-commerce te bestrijden. Enkel een Europees initiatief kan ervoor zorgen dat de elektronische interfaces door alle lidstaten op geharmoniseerde wijze worden toegepast.

- Wat de proportionaliteit betreft: Deze maatregelen staan voor een eenvoudiger en efficiënter BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert, een administratieve vereenvoudiging betekent voor de bedrijven en minder fraudegevoelig is. Er wordt vanuit gegaan dat de belastingdiensten in staat zullen zijn om een BTW-derving vast te stellen die zou overeenkomen met 1,2 miljard EUR aan BTW op het niveau van de EU-28.

Om meer te weten:

Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 wat betreft de bepalingen inzake afstandsverkoop en bepaalde binnenlandse leveringen van goederen

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180819.do>

Voorstel voor een UITVOERINGSVERORDENING tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 282/2011 wat betreft door elektronische interfaces gefaciliteerde leveringen van goederen of diensten en de bijzondere regelingen voor belastingplichtigen die diensten voor niet-belastingplichtigen, afstandsverkoop van goederen en bepaalde binnenlandse goederenleveringen verrichten

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180821.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat betreft de invoering van bepaalde voorschriften voor betalingsdienaars

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180812.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 904/2010 wat betreft maatregelen ter versterking van de administratieve samenwerking om btw fraude te bestrijden:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180813.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – EG-verordening – EG-richtlijn – BTW – ADMINISTRATIEVE SAMENWERKING – ELEKTRONISCHE HANDEL - UITWISSELING VAN INFORMATIE - BELASTINGFRAUDE - BELASTING - EUROPESE FISCALE SAMENWERKING – FISCALITEIT
------------------------------	---

09.01.2019

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be